



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية . قوانين . أوامر ومراسيم
قرارات مقررات . منشور . إعلانات وملاحظات

	ALGERIE		ETRANGER	DIRECTION ET REDACTION : Secrétariat général du Gouvernement Abonnements et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9, et 13, Av. A. Benbarek - ALGER Tel. : 65-18-15 à 17 - C.C.P. 3200-50 ALGER
	6 mois	1 an	1 an	
Edition originale	30 DA	50 DA	80 DA	
Edition originale et sa traduction	70 DA	100 DA	150 DA (frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 1 dinar . Edition originale et sa traduction, le numéro : 2 dinars. — Numéro des années antérieures : 1,50 dinar. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamation Changement d'adresse : ajouter 1,50 dinar. Tarif des insertions : 15 dinars la ligne

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES
(TRADUCTION FRANÇAISE)

SOMMAIRE

LOIS ET ORDONNANCES

LOI N° 79-07 DU 21 JUILLET 1979 PORTANT CODE DES DOUANES,
p. 514,

LOIS ET ORDONNANCES

Loi n° 79-07 du 21 juillet 1979 portant code des douanes.

Le Président de la République,

Vu la Constitution et notamment ses articles 151 et 154 ;

Après adoption par l'Assemblée Populaire Nationale,

Promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI DOUANIÈRE

Section 1

Généralités

Article 1er. — Le territoire national, y compris les eaux territoriales, constitue le territoire douanier lieu d'application du présent code.

Art. 2. — Les lois et règlements douaniers s'appliquent uniformément sur tout le territoire douanier.

Art. 3. — L'administration des douanes a, notamment, pour mission :

— d'appliquer la loi tarifaire et la législation douanière ;

— d'assurer, à l'importation et à l'exportation, l'application et le contrôle de la législation relative au commerce extérieur et de celle régissant les relations financières avec l'étranger ;

— d'assurer la surveillance des frontières et des activités maritimes et portuaires en matière douanière ;

— d'élaborer les statistiques du commerce extérieur ;

— d'assurer, conformément à la législation, la protection :

- de la faune et de la flore,
- du patrimoine artistique et culturel.

Art. 4. — La législation douanière s'applique à toutes les marchandises qui franchissent la frontière aussi bien à l'entrée qu'à la sortie du territoire douanier.

Art. 5. — Pour l'application des dispositions du présent code et des textes subséquents pris pour son application, on entend par :

a) Voyageurs :

— toute personne qui pénètre temporairement dans le territoire douanier où elle n'a pas sa résidence normale, et qui est de ce fait qualifiée de « non résident » ;

— toute personne qui sort du territoire douanier,

— toute personne qui retourne dans le territoire douanier où elle a sa résidence normale, après s'être rendue temporairement à l'étranger et qui est dénommée « résident » ;

b) Objets et effets personnels :

Tous les articles neufs ou usagés dont un voyageur peut raisonnablement avoir besoin pour son usage personnel au cours de son voyage, à l'exclusion de toute marchandise importée ou exportée à des fins commerciales.

c) Marchandises :

Tous les produits et objets de nature commerciale ou non qui sont destinés à franchir la frontière douanière et d'une manière générale toutes les choses susceptibles de transmission et d'appropriation.

d) Marchandises servant à masquer la fraude :

Celles dont la présence a servi directement à dissimuler les marchandises de fraude et qui sont placées de manière à les soustraire au premier regard.

e) Moyens de transport :

Tout animal, engin, véhicule ayant d'une manière quelconque servi ou aidé au transport des marchandises depuis le franchissement de la frontière jusqu'à leur présentation ou leur découverte par l'administration des douanes, ou encore, depuis l'enlèvement des marchandises jusqu'à leur exportation au delà de la frontière du territoire douanier.

f) Contrôle :

L'ensemble des mesures légales prises en vue d'assurer l'observation des lois et règlements en vigueur que l'administration des douanes est chargée d'appliquer.

g) Vérification des marchandises :

Les mesures légales et réglementaires prises par l'administration des douanes pour s'assurer que la déclaration en détail est correctement établie, que les documents justificatifs sont réguliers et que les marchandises sont conformes aux indications figurant sur la déclaration et sur les documents.

h) Droits et taxes :

Les droits de douanes et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses dont la perception incombe légalement à l'administration des douanes.

Section 2

Tarif des douanes

Art. 6. — A l'importation, le tarif des douanes comprend :

a) le tarif de droit commun applicable aux marchandises originaires des pays qui accordent à l'Algérie la clause de la nation la plus favorisée ;

b) un tarif spécial applicable aux marchandises originaires d'un pays ou d'un groupe de pays en contre partie d'avantages corrélatifs ;

c) un tarif plus élevé que le tarif de droit commun peut être appliqué à des pays qui n'accordent pas à l'Algérie la clause de la nation la plus favorisée.

Art. 7. — Les textes instituant ou modifiant des mesures que l'administration des douanes est chargée d'exécuter, s'appliquent à la date de leur publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Cependant, le régime antérieur plus favorable doit être accordé à des marchandises dont il est justifié l'expédition directe à destination du territoire douanier algérien avant la publication des textes tel que défini par le présent article et qui sont déclarées à la consommation sans avoir été placées en entrepôt ou constituées en dépôt.

Section 3

Conditions d'application de la loi tarifaire

Généralités

Art. 8. — Les marchandises importées ou exportées sont soumises à l'application de la loi tarifaire à la date d'enregistrement de la déclaration en détail, quel que soit leur état physique, leur valeur relative ou leur degré de conservation.

L'administration des douanes peut, toutefois, autoriser la destruction, la taxation, suivant leur nouvel état, ou la réexportation des marchandises avariées, lorsque la demande lui en est faite avant l'enregistrement de la déclaration en détail concernant ces mêmes marchandises.

Art. 9. — 1°) L'administration des douanes est tenue, dans un délai maximum d'un an, de procéder au remboursement des droits et taxes à l'importation lorsqu'il est dûment établi :

a) qu'ils ont été payés à tort ;

b) que les marchandises importées ou exportées en vertu d'un contrat ferme, n'étaient pas conformes aux clauses de ce contrat ou qu'elles étaient déjà endommagées au moment soit de leur importation, soit de leur arrivée à destination pour celles qui ont été exportées. Dans ce cas, le remboursement des droits et taxes, en totalité ou en partie, est subordonné, soit au renvoi de ces marchandises au fournisseur étranger ou algérien, soit à la destruction des marchandises sous le contrôle des autorités compétentes algériennes ou étrangères, avec acquittement des droits et taxes afférents aux résidus de cette destruction qui ne seraient pas renvoyés à leurs expéditeurs.

2°) Un arrêté du ministre des finances fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article.

Section 4

Espèce des marchandises

Art. 10. — Le tarif des douanes attribue une dénomination aux marchandises ; cette dénomination en constitue l'espèce.

Un arrêté du ministre des finances fixe les conditions dans lesquelles l'administration des douanes sera habilitée :

— à assimiler une marchandise qui ne figure pas au tarif des douanes, à celle qui se trouve être la plus analogue,

— à déterminer une position tarifaire d'une marchandise lorsque celle-ci est susceptible d'être rangée dans plusieurs positions.

Art. 11. — Les amendements à la nomenclature du conseil de coopération douanière, acceptés par l'Algérie, devront faire l'objet d'un décret pris sur rapport du ministre des finances. Ce décret, qui indiquera la date d'entrée en vigueur de ces amendements, n'affectera pas les taux des droits et taxes figurant au tarif.

A cet effet, il sera ouvert, en cas de besoin, des sous-positions tarifaires pour couvrir les produits concernés.

Art. 12. — La déclaration sous une position tarifaire ou sous un nombre restreint de positions tarifaires des importations, dans le cadre d'un objectif planifié, consistant en des équipements, installations, complexes complets industriels, agricoles, hospitaliers éducatifs ou autres matériels complets destinés à être implantés en Algérie, peut être autorisé dans les conditions fixées par arrêté du ministre des finances. La liste des bénéficiaires est fixée dans les mêmes formes.

S'il échet, les procédures particulières à la déclaration sus-mentionnée sont fixées par décret sur rapport du ministre des finances conformément aux dispositions du présent code et aux lois en vigueur.

Art. 13. — Il est institué une commission administrative, dénommée « Commission de la nomenclature et du tarif des douanes », appelée à connaître des contestations relatives aux classements et assimilations des marchandises intervenues dans les formes prévues à l'article 10 du présent code.

La composition, l'organisation, le fonctionnement et les attributions de la commission de la nomenclature et du tarif des douanes sont fixés par voie de décret.

Section 5

Origine et provenance des marchandises

Art. 14. — Le pays d'origine d'une marchandise est celui où elle a été extraite du sous-sol, récoltée ou fabriquée. Les conditions exigées pour l'acquisition d'une origine sont fixées par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre du commerce.

Les droits et taxes douaniers sont perçus suivant l'origine des marchandises.

Des certificats d'origine peuvent être exigées par l'administration des douanes.

Art. 15. — Le pays de provenance est le pays à partir duquel la marchandise est expédiée en droiture vers le territoire douanier national.

Section 6

Valeur des marchandises

Art. 16. — 1) A l'importation la valeur en douane est le prix normal des marchandises, c'est-à-dire le prix réputé pouvoir être fait pour ces marchandises au moment où les droits de douanes deviennent exigibles lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants l'un de l'autre.

Lorsqu'une vente a été effectuée dans ces conditions, le prix normal pourra être déterminé à partir du prix de facture.

2) Le prix normal des marchandises importées est déterminé comme suit :

a) le moment à prendre en considération est la date d'enregistrement de la déclaration au bureau de douanes ;

b) les marchandises sont réputées être livrées à l'acheteur au port ou au lieu d'introduction en Algérie ;

c) le vendeur est réputé supporter tous les frais se rapportant à la vente et à la livraison des marchandises au lieu d'introduction en Algérie, ces frais étant, dès lors, compris dans le prix normal ;

d) l'acheteur supporte les frais afférents au transport effectué dans le territoire douanier ainsi que les droits et taxes exigibles dans le pays d'importation ; ces frais, droits et taxes, étant, dès lors, exclus du prix normal.

3) Une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants l'un de l'autre est une vente dans laquelle :

a) le paiement du prix des marchandises constitue la seule prestation effective de l'acheteur ;

b) le prix convenu n'est pas influencé par des relations commerciales, financières ou autres, contractuelles ou non, qui pourraient exister en dehors de celles créées par la vente elle-même entre d'une part, le vendeur ou une personne physique ou morale associée en affaires au vendeur et, d'autre part, l'acheteur ou une personne physique ou morale associée en affaires à l'acheteur.

c) aucune partie du produit provenant des reventes ou d'autres actes de disposition ou encore de l'utilisation dont les marchandises feraient ultérieurement l'objet, ne reviendra, directement ou indirectement, au vendeur ou à toute autre personne physique ou morale associée en affaires au vendeur.

Deux personnes sont considérées comme associées en affaires si l'une d'elles possède un intérêt quelconque dans les affaires ou les biens de l'autre ou si elles possèdent toutes les deux un intérêt commun dans les affaires ou les biens, ou si encore une tierce personne possède un intérêt dans les affaires ou les biens de chacune d'elles, que ces intérêts soient directs ou indirects.

4) Lorsque les marchandises à évaluer :

a) sont fabriquées selon un procédé breveté ou font l'objet d'un dessin ou d'un modèle protégés ;

b) ou sont importées sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère ;

c) ou sont importées pour faire l'objet, soit d'une vente ou d'un autre acte de disposition sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère, soit d'une utilisation sous une telle marque ;

La détermination du prix normal se fera en considérant que celui-ci comprend la valeur du droit d'utiliser, pour les dites marchandises, le brevet, le dessin ou le modèle, ou la marque de fabrique ou de commerce relatifs aux dites marchandises.

5) Toute déclaration doit être appuyée d'une facture.

Art. 17. — L'administration des douanes peut exiger la production de tous documents relatifs à l'opération commerciale.

Ces documents ne lient pas l'appréciation de l'administration des douanes ni celle de la commission de la nomenclature et du tarif des douanes.

Lorsque les éléments retenus pour la détermination du prix normal sont exprimés dans une monnaie étrangère, la conversion doit être effectuée sur la base du taux de change officiel en vigueur à la date d'enregistrement de la déclaration.

La valeur déterminée dans les conditions ci-dessus doit, le cas échéant, être arrondie au dinar inférieur.

La déclaration doit être accompagnée d'une attestation de l'importateur mentionnant les éléments relatifs à la détermination de la valeur en douane.

Art. 18. — La valeur en douane de marchandises destinées à l'exportation est réputée être établie au point de sortie du territoire douanier, y compris les frais du transport qui amène cette marchandise jusqu'au dit point de sortie. La date à prendre en considération est celle de l'enregistrement de la déclaration d'exportation.

Toutefois, sont exclus du calcul de la valeur en douane, les droits de sortie et taxes intérieures ou charges similaires dont il a été donné décharge à l'exportation à l'occasion de l'exportation des dites marchandises.

Section 7

Poids, taxation spécifique

Art. 19. — Les marchandises importées ou exportées, et dont la taxation s'effectue au nombre ou au poids, font l'objet d'une vérification par l'administration des douanes suivant les conditions fixées par des arrêtés du ministre des finances et en particulier lorsque la taxation s'applique aux marchandises en fonction de leur poids net.

CHAPITRE II

PROHIBITIONS ET RESTRICTIONS DIVERSES

Section 1

Généralités

Art. 20. — Un arrêté interministériel pris conjointement par le ministre des finances et le ministre du commerce peut réglementer ou suspendre l'importation ou l'exportation de certaines marchandises

en provenance ou à destination d'un ou plusieurs pays.

Section 2

Prohibitions

Art. 21. — Toute marchandise peut faire l'objet d'une mesure de prohibition tant à l'importation qu'à l'exportation conformément à la législation en vigueur. Cette prohibition peut être comprise comme étant à titre absolu, la marchandise ainsi qualifiée étant interdite à l'importation et/ou à l'exportation.

Cette prohibition peut n'être applicable qu'à titre partiel, la marchandise en cause étant soumise à des restrictions quantitatives, qualitatives, de conditionnement en encore à des formalités administratives particulières.

Les restrictions ci-dessus énumérées ne peuvent être levées que par la présentation d'une autorisation délivrée par les ministres compétents conformément à la législation en vigueur.

L'autorisation visée à l'alinéa 3 ci-dessus ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'un prêt, d'une vente, d'une cession et d'une manière générale d'une transaction quelconque de la part des titulaires auxquels elle a été nominativement accordée.

Un décret définira, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article.

Section 3

Protection des marques et indications d'origine

Art. 22. — Toute indication portée sur les produits eux-mêmes ou sur les emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes ou étiquettes, etc..., de nature à faire croire qu'une marchandise, en provenance de l'étranger, est d'origine algérienne, entraîne une prohibition à titre absolu tant à l'entrée qu'à la circulation sur le territoire douanier de cette marchandise. Par entrée sur le territoire et en application du présent article, il faut entendre la mise à la consommation la mise en entrepôt, le régime du transit ou l'admission temporaire.

Art. 23. — Les dispositions de l'article 22 ci-dessus ne s'appliquent pas aux marchandises marquées ou contre-marquées à l'extérieur à la demande de l'importateur algérien exerçant un monopole, à condition de préciser d'une manière apparente l'origine du produit.

Art. 24. — Sont prohibés à l'entrée ou exclus de l'entrepôt, tous produits étrangers qui ne satisfont pas aux obligations imposées par la législation spéciale relative à la protection des indications d'origine.

Toutefois, le ministre des finances peut, à titre exceptionnel et par décision prise après avis des ministres concernés, autoriser l'entrée ou le maintien en entrepôt des produits étrangers qui ne satisfont pas à ces obligations.

Section 4

Restriction de tonnage

Art. 25. — Les marchandises prohibées ou passibles de droits de douanes et de la taxe unique globale

à la production au taux majoré, majoré spécial ou supérieur, découvertes à bord des navires de moins de 100 tonneaux de jauge nette ou de moins de 500 tonneaux de jauge brute, navigant ou se trouvant à l'ancre dans la zone maritime du rayon des douanes, sont réputées faire l'objet d'une importation en contrebande et réprimées comme telles.

Section 5

Protection des ports algériens

Art. 26. — Un arrêté interministériel, pris conjointement par les ministres chargés des transports, des finances et du commerce, peut porter obligation d'importer ou d'exporter certaines marchandises par des ports algériens exclusivement.

Section 6

Contrôle du commerce extérieur et des changes

Art. 27. — Indépendamment des obligations prévues par le présent code, les importateurs et les exportateurs sont tenus de se conformer, tant à l'importation qu'à l'exportation, à la législation relative au contrôle du commerce extérieur et à celle régissant les relations financières avec l'étranger.

CHAPITRE III

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION DES DOUANES

DROITS ET OBLIGATIONS DES AGENTS DES DOUANES

Section 1

Champ d'action de l'administration des douanes

Art. 28. — L'action de l'administration des douanes s'exerce sur l'ensemble du territoire douanier, dans les conditions fixées par le présent code.

Une zone de surveillance spéciale est organisée le long des frontières maritimes et terrestres. Elle constitue le rayon des douanes.

Art. 29. — 1°) Le rayon des douanes comprend :

a) une zone maritime qui est constituée par les eaux territoriales, telles qu'elles sont délimitées par la législation en vigueur ;

b) une zone terrestre qui s'étend :

— sur les frontières maritimes, entre le littoral et une ligne tracée à 30 km en deçà du rivage de la mer,

— sur les frontières terrestres, entre la limite du territoire douanier et une ligne tracée à 30 km en deçà.

2°) Pour faciliter la répression de la fraude, la profondeur de la zone terrestre peut être portée, sur une mesure variable, jusqu'à 60 km, par des arrêtés du ministre des finances, avis pris du ministre de la défense nationale et du ministre de l'intérieur.

3°) Les distances sont calculées à vol d'oiseau.